

L'analyse de la semaine

Enquêtes - Analyses - Prospective | www.analysedelasemaine.com

N°143 du 20 Mars au 27 Mars 2023

Mali

Air-France inquiété par le dispositif de Missile Russe au Mali

Interview Nassirou Bodo

« Vous ne pouvez pas être ami à celui qui a choisi d'être mon ennemi juré »

Interview Laurent Bigot

« L'influence russe est un symptôme du recul de l'influence française »

ACCORD D'ALGER

UN ACCORD SANS PAIX

A l'heure où la nation toute entière est mobilisée dans le cadre de la commémoration du 26 mars 1991, date de l'avènement de la démocratie au Mali ; il convient de jeter un regard éclairé sur la problématique de l'application de l'Accord d'Alger qualifié pour les uns comme une panacée à la rébellion touarègue, et pour les autres comme un projet de dislocation de la République.



Un programme de fidélité pour des hôtels certifiés.

CLEAN & SAFE
Certified by



BUREAU
VERITAS

Le Groupe Azalaj, présent depuis plus de 26 ans dans 6 pays de la sous-région dont la Côte d'Ivoire, le Mali, la Guinée Bissau, le Bénin, la Mauritanie, le Burkina et très bientôt le Sénégal récompense la fidélité de ses illustres clients à travers son programme de fidélité Nomad.

En effet, lancé en février 2021, le programme Nomad est accessible à toute personne d'au moins 18 ans, ayant consommé un minimum d'une nuitée dans l'un des hôtels du Groupe. L'adhésion au monde des privilèges offerts par le programme Nomad est simple, rapide et gratuite : il vous suffit de vous rendre sur notre site www.azalaj.com et de suivre les instructions. Vous pourrez ainsi, bénéficier de nombreux avantages comme :

- Cadeau de bienvenue,
- Réservation de chambre avec vos points,
- Tarifs préférentiels depuis le site web du Groupe,
- Remises sur la restauration,
- Possibilité de surclassement dans une chambre de catégorie supérieure avec vos points,
- Flexibilité au niveau des arrivées ou départs tardifs selon votre disponibilité

Le programme Nomad comprend des réductions allant de 15 à 30% pour les statuts TERRA, SILVER, GOLD, DIAMOND et AMBASSADOR.

Le Groupe Azalaj, c'est aussi une chaîne hôtelière soucieuse de la santé de ses illustres clients ainsi que de ses fidèles Nomad. De ce fait, les Directeurs des hôtels Azalaj ont décidé de faire auditer, former, mesurer et certifier toutes les dispositions prises dans nos hôtels. Les audits pré et post certifications ont été réalisés par Bureau Veritas dans le but de garantir un environnement sain et des méthodes sanitaires toujours adaptés.

Les analystes de Bureau Veritas ont ainsi apporté leur savoir-faire en matière d'hygiène et de sécurité mais aussi de certification de processus complexes exigeants un haut niveau de fiabilité.

Le Label Azalaj Clean & Safe, délivré avec l'appui et l'expertise de notre partenaire Bureau Veritas permet d'assurer des espaces respectant strictement les standards internationaux d'hygiène pour la lutte contre la Covid-19.

A travers ce Label, c'est un engagement à mettre en œuvre un niveau de surveillance hautement élevé que le Groupe Azalaj prend. Les hôtels du Groupe maintiennent donc toutes les mesures nécessaires pour garantir le bien-être et la sérénité en leurs soins.

REJOIGNEZ
LE PROGRAMME
DE FIDÉLITÉ
nomad
SUR WWW.AZALAJ.COM

Feel Africa

www.azalaj.com



MALI - FRANCE :

« L'INFLUENCE RUSSE EST UN SYMPTÔME DU REcul DE L'INFLUENCE FRANÇAISE »



Entretien avec Laurent Bigot, diplomate français et fin connaisseur de l'Afrique. Il a accepté de répondre à nos questions sur les grandes questions du moment dont la sécurité, la françafrique et la guerre en Ukraine...

Vous êtes ancien diplomate français, vous êtes connu du grand public pour votre expertise sur l'Afrique et les relations entre la France et le continent Africain. Aujourd'hui, vous êtes directeur et fondateur de GASKIYA. Merci d'avoir accepté cet échange.

Aujourd'hui il revient aux Africains de prendre à bras le corps le vaste sujet de la gouvernance et la prise en compte des intérêts de leurs populations. La solution ne viendra pas de l'extérieur.

ADS : Le Burkina-Faso et le Mali ont clairement affiché leur volonté de ne plus collaborer avec la France, est-ce grave durablement pour l'influence française au Sahel ?

Laurent Bigot : Ce sont des pays souverains qui décident de leur politique militaire. C'est un moment de crise politique entre la France et ces deux Etats. Il reviendra à la France de reconstruire de nouveaux liens et de veiller à convaincre les opinions publiques de ces deux pays de l'intérêt d'un nouveau partenariat. L'examen de conscience est à faire des deux côtés.

ADS : Le président Emmanuel Macron a récemment tenu un discours sur l'Afrique avant d'entamer une série de visites officielles en Afrique Centrale. Que vous inspire ce discours ? Qu'est-ce qui change dans cette nouvelle relation entre la France et l'Afrique ?

Laurent Bigot : Je juge plutôt les actes que les discours. Ce discours est d'abord de la communication. Le président Emmanuel Macron a annoncé comme tous ses prédécesseurs la fin de la Françafrique, la volonté d'établir des partenariats équilibrés. Jugeons aux actes, c'est la seule manière de voir si les mots se concrétisent.

ADS : La France a subi des revers importants dans la lutte contre le Jihadisme au Sahel. Quelle est votre analyse de cette situation ? Peut-on parler d'un grand échec ou d'un petit échec ?

Laurent Bigot : L'opération Serval a été une victoire militaire de la France, l'opération Barkhane est quant à elle une défaite même si les militaires français grâce à leur immense professionnalisme ont eu de nombreux succès tactiques. L'échec de Barkhane est politique. La France n'a pas vu que le développement des groupes armés est d'abord le symptôme d'une défaillance de la gouvernance des Etats sahéliens. Appuyer une opération militaire sur des pouvoirs politiques faibles, contestés et défaillants c'est reproduire exactement la même erreur qu'en Afghanistan.

ADS : Emmanuel Macron a fait le choix d'aller en Afrique Centrale juste après un discours sensé marquer le début d'une nouvelle ère. Est-ce véritablement un choix pragmatique visant des objectifs économiques pour la France ? Comment ce choix va se matérialiser à votre avis ?

Laurent Bigot : Emmanuel Macron avait peu visité l'Afrique centrale donc il était logique de s'y rendre. En revanche je n'ai pas saisi le fil conducteur du choix de ces pays...

ADS : La France va-elle militairement quitter l'Afrique à votre avis ?

Laurent Bigot : A terme, cela me paraît inévitable en Afrique de l'Ouest.

ADS : La guerre en Ukraine est toujours en cours. La Russie ne souhaite pas reculer avant d'atteindre les objectifs de ce qui est décrite comme «une opération spéciale». Plusieurs pays africains se sont abstenus au moment des votes au conseil de sécurité sur l'Ukraine, d'autres ont tout voté clairement en faveur de la Russie comme le Mali, l'Érythrée... quelle est votre analyse de

cette abstention ? Et du vote en faveur de la Russie ?

Laurent Bigot : Certains pays africains préfèrent ne pas prendre position dans ce conflit qui est hors du continent africain. C'est un choix légitime. D'autres soutiennent la Russie, c'est un choix que je ne partage pas mais c'est la responsabilité de ces États souverains.

ADS : Peut-on dire que la Russie prend le pas sur la France en Afrique francophone ? Si c'est le cas, à quel niveau peut-on situer la «faute française» en Afrique, faute qui aurait conduit à ce basculement vers l'influence russe ?

Laurent Bigot : L'influence russe est un symptôme du recul de l'influence française et non pas la cause. Si l'influence française recule, d'autres prennent la place. La France doit, à mon sens, repenser son rapport aux Afriques (le continent africain est vaste et divers) et apprendre à comprendre les aspirations des jeunes africains qui sont l'immense majorité (70% de la population a moins de 35 ans). C'est un chantier de longue haleine pour la diplomatie française.

ADS : On attend beaucoup parler de Wagner, le fameux groupe paramilitaire russe. Que pouvez-vous nous dire sur ce groupe ? Et est-ce une erreur pour les

pays africains de travailler avec ces « mercenaires »?

Laurent Bigot : C'est un groupe de mercenaires intéressé par les ressources des pays africains. Ce groupe n'a pas de victoire militaire à son actif sur le continent. Les gouvernements qui font confiance à Wagner feront le bilan en temps utile et verront bien si ce choix était judicieux. A titre personnel je n'attends rien de mercenaires.

ADS : Comment voyez-vous la fin de la guerre en Ukraine ? Pensez-vous que cette guerre aura des conséquences pour l'influence française en Afrique et dans le monde ?

Laurent Bigot : Je ne suis pas un spécialiste de l'Ukraine, je souhaite juste que ce pays retrouve son intégrité territoriale et que le carnage de cette guerre cesse. Quand est-ce que les êtres humains cesseront de s'entretuer ?

Quant aux conséquences sur l'influence française dans le monde, je vous avoue que je n'ai à ce jour pas d'idée sur d'éventuelles conséquences, c'est sur le temps long que cela se mesurera.

ADS : M. Bigot, nous vous remercions.

Laurent Bigot : Merci.



IRAN-FRANCE :

« CEUX QUI SÈMENT LE VENT RÉCOLTENT LA TEMPÊTE »



En réaction au mouvement social qui déchaîne la France à propos de la réforme des retraites, l'Iran se permet de faire la leçon à Emmanuel Macron en clamant haut et fort que « ceux qui sèment le vent récoltent la tempête ».

Pourquoi une déclaration aussi radicale à l'encontre de la France au moment où celle-ci traverse l'une des périodes les plus délicates de son histoire depuis le mouvement des gilets jaunes.

L'histoire est sans doute un éternel va-et-vient. Au regard de cet état de fait, les Etats se retrouvent dans un jeu bien assez étrange : ceux qui ont raison aujourd'hui ne sont pas forcément ceux qui auront raison demain. Les faits sociaux échappant au contrôle des gouvernants deviennent illico des opportunités à saisir par leurs opposants internes et internationaux. C'est d'ailleurs ce que l'on constate actuellement entre notamment la France et l'Iran, deux Etats aux antipodes de l'un et de l'autre.

FRANCE ET IRAN, DEUX VISIONS DIFFÉRENTES DU MONDES

C'est presque une évidence absolue que l'Iran, régime autoritaire et non moins l'un des plus rigides au monde soit opposé sur la scène internationale à la France, qui est une démocratie libérale et respectueuse des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Ainsi, il n'est pas rare que les dirigeants français tiennent des discours rigoureux à l'encontre de l'Iran qui figure dans la liste des « rocks states » (Etats voyous) des Etats-Unis (USA). En effet, la République islamique d'Iran n'a pas bonne presse sur la scène internationale. Une situation qui s'explique par le mastodonte des sanctions imposées à ce pays par les USA. En outre, l'image de l'Iran demeure ternie sur la scène internationale à cause de la pratique malsaine de la diplomatie des otages à laquelle s'adonne son gouvernement depuis déjà quelques années.

L'arrestation d'étrangers occidentaux dans le but de prendre l'ascendant sur certains pays comme la France ou les USA dans des processus de négociations portant sur des dossiers les plus brûlants explique aussi la froideur de ces Etats envers l'Iran. C'est ainsi que les Etats occidentaux ne ratent jamais d'occasion pour dénoncer, voire dénigrer le République islamique d'Iran qu'ils qualifient de régime de dictature.

Aujourd'hui, l'actualité politique française, dominée particulièrement par les manifestations de rue contre la nouvelle réforme des retraites fait de la France la nouvelle risée de l'Iran.

EMMANUEL MACRON, LA RISÉE DE TÉHÉRAN

S'inscrivant dans une logique d'opposition, le ministre des affaires étrangères iranien, **Nasser Kanani**, a appelé vendredi la France à « écouter » les opposants à la réforme des retraites, au lendemain d'une nouvelle journée de protestation marquée par des heurts et des violences.

Ces propos du ministre des affaires étrangères iranien visent à déconstruire la posture de la France sur la scène internationale qui, depuis les années 1990 grâce à la conférence de la Baule, se place en donneur de leçon de démocratie et bonne gestion des mouvements sociaux.

D'après le ministre de l'intérieur français, **Gérald Darmanin**, plus de 450 personnes ont été interpellées et 441 policiers et gendarmes blessés ce jeudi lors des manifestations. Toute chose qui renforce la légitimité de Téhéran de s'en prendre au gouvernement d'**Emmanuel Macron**.

« Cette sorte de violence contredit le fait de donner aux autres des leçons de morale. Nous ne soutenons pas les destructions ni les émeutes, mais nous maintenons qu'au lieu de créer le chaos dans d'autres pays, vous devriez écouter la voix de votre peuple et éviter de faire usage de violence à son égard » ajoute le ministre des affaires étrangères iranien, une manière pour lui d'enfoncer le clou.



Ballan DIAKITE,

politologue.

INFORMATION CORONAVIRUS COVID-19

PROTÉGEONS-NOUS LES UNS LES AUTRES



Se laver régulièrement les mains ou utiliser une solution hydro-alcoolique



Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir



Se moucher dans un mouchoir à usage unique



Éviter de se toucher le visage



Respecter une distance d'au moins un mètre avec les autres



Saluer sans serrer la main et arrêter les embrassades



En complément de ces gestes, porter un masque quand la distance d'un mètre ne peut pas être respectée

SÉCURITÉ : AIR-FRANCE INQUIÉTÉ PAR LE DISPOSITIF DE MISSILE RUSSE AU MALI

Depuis 2020, malgré la situation sécuritaire précaire du Mali, le gouvernement a tissé des partenariats avec les militaires russes du groupe Wagner. Ce qui a donné un coup de pied dans la relation avec la France et l'Union européenne qui était déjà fragile.

Avec le récent déploiement du système de défense aérienne SA-22, les militaires russes font craindre le pire aux compagnies aériennes occidentales desservant le pays. Présent au sein même de l'aéroport de Bamako, la milice russe crée la peur jusque dans les cockpits d'Air France.

Ce jeudi, le premier syndicat de pilotes d'Air France a appelé ses adhérents à « exercer leur droit de retrait » pour ne plus voler vers Bamako en raison de la situation sécuritaire au Mali, a-t-il indiqué jeudi à l'AFP.

Entre temps, la compagnie aérienne, qui effectue une rotation par jour entre Paris et la capitale malienne, a affirmé qu'« à ce stade, la desserte de Bamako est inchangée ».

« Par une consigne syndicale, le SNPL Air France-Transavia invite ses adhérents, et les pilotes qui le souhaitent, à exercer leur droit de retrait afin de ne pas effectuer les vols à destination de Bamako, en l'état actuel des choses », a précisé le bureau du syndicat.

L'ALERTE DE LA FAA AMÉRICAINE

Cette déclaration intervient alors que l'agence américaine supervisant l'aviation (FAA) a récemment évoqué un « risque accru » pour les appareils commerciaux desservant ou survolant le Mali « à toutes les altitudes ». « Le Mali est le théâtre de combats, d'activités extrémistes, d'une détérioration de l'État de droit, d'une présence militaire étrangère de plus en plus importante, et de l'introduction d'un système de défense aérienne sophistiqué », avait expliqué la FAA dans un message accompagnant une « notice pour les missions aériennes ».

Selon nos observateurs, les pays occidentaux à travers leurs médiats tentent une fois de plus de créer la panique et l'effroi envers le groupe Wagner et le Mali. Ils semblent qu'ils veulent nous faire croire qu'il pleut des missiles dans le ciel malien ou que l'armée malienne ouvrirait le feu sur tout ce qui passe dans son ciel.



Dans ces documents relevés cette semaine par le journal Les Echos, la FAA avait en particulier mentionné l'installation par le groupe russe de mercenaires Wagner de batteries de SA-22 «Pantsir», capable d'atteindre une cible distante de 36 km à une altitude de 15 km. Les avions commerciaux en vol de croisière évoluent à quelque 12 km d'altitude.

Nous savons que les avions commerciaux répondent à un certain protocole et qu'aucun avion ne rentre et sort sans être annoncé et identifié. Nous pensons qu'il n'y a pas lieu de paniquer. A moins d'avoir d'autres intentions que la sécurité de leurs appareils dont le personnel navigant et les passagers.

AIR FRANCE ÉVALUE RÉGULIÈREMENT LES RISQUES

Air France a déclaré à AFP, suivre « en permanence l'évolution de la situation géopolitique des territoires qu'elle dessert dont le Mali afin d'assurer le plus haut niveau de sûreté et de sécurité des vols. La compagnie est en contact permanent avec les autorités locales et internationales, ainsi qu'avec la DGAC (Direction générale de l'Aviation civile, NDLR) française, compétente en matière d'autorisations de survol et de desserte ».

« Celle-ci procède à une veille de la situation sur les zones de conflit et à une analyse régulière du risque, en partenariat avec la Commission européenne », a encore indiqué Air France.

La compagnie a noté que « la FAA américaine, de son côté, émet des recommandations, qui sont examinées ».



avec le plus grand soin par tous les acteurs du secteur ». La DGAC a indiqué ne pas avoir de commentaire à faire.

La position de la France au Mali ne cesse de reculer. Sept mois après le retrait définitif des militaires de l'opération Barkhane, c'est Air France qui se voit mis en difficulté dans le pays en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire.

Nous estimons que le problème qu'Air France rencontre aujourd'hui n'est qu'une manœuvre politique visant à régler des comptes avec le gouvernement de transition malien et parallèlement avec le groupe Wagner qui est étroitement lié à la Russie.

Un comité social et économique (CSE) exceptionnel de l'établissement « exploitation aérienne » qui regroupe pilotes, hôtesses et stewards s'est tenu pour voter avis de danger grave et imminent sur la desserte et le survol du Mali et donc là aussi la possibilité pour les navigants d'exercer leur droit de retrait.

De son côté, Air France n'entend pas changer la desserte de Bamako, la capitale du Mali, à l'heure actuelle. Celle-ci est actuellement desservie à raison d'un vol par jour en A350. La compagnie a déclaré : « Air France suit en permanence l'évolution de la situation géopolitique des territoires qu'elle dessert dont le Mali afin d'assurer le plus haut niveau de sûreté et de sécurité des vols. La compagnie est en contact permanent avec les autorités locales et internationales, ainsi qu'avec la DGAC Française, compétente en matière d'autorisations de survol et de desserte. Celle-ci, procède à une veille de la situation sur les zones de conflit et à une analyse régulière du risque, en partenariat avec la commission européenne. »

LA FRANCE CONNAIT DES REVERS DANS CERTAINES RÉGIONS D'AFRIQUE.

A l'ouest du continent, les populations sont animées par un sentiment anticolonialiste et anti-français très vivace. Un sentiment de défiance ressenti jusque dans les cockpits des avions d'Air France, notamment au Mali.

«Nous sommes dans un milieu extrêmement hostile. Le drapeau bleu, blanc et rouge sur la dérive est un symbole dans cette région.

Nous ne découchons plus là-bas, c'est dire combien la crainte est réelle, les salariés s'y rendent avec la trouille,» déplore Thierry Oriol, membre du bureau du SNPL France ALPA et pilote Air France.

Nous pensons qu'il y a une exagération dans les deux sens. La partie française donne l'image d'être persécuté par la partie malienne qui a clairement pointé du doigt la politique française et occidentale à son égard. Toutefois le Mali et les maliens n'ont pas l'intention de s'en prendre aux français.

Ainsi nous invitons les français à sortir de cette dynamique de peur.

Le syndicat a appelé la semaine dernière, les pilotes à exercer leur droit de retrait, afin de ne pas se rendre à destination. Une consigne déposée par le SNPL mais qui n'a pas trouvé jusque-là écho au sein de la direction du transporteur.

Kadiatou CAMARA

MALI-NIGER :

« VOUS NE POUVEZ PAS ÊTRE AMI À CELUI QUI A CHOISI D'ÊTRE MON ENNEMI JURÉ »

Entretien avec Nassirou Bodo, essayiste et acteur politique nigérien. Avec lui, nous revenons sur les tensions diplomatiques entre le Mali et le Niger et sur la visite récente du Général nigérien Salifou Mody au Mali.

ADS : D'abord, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Nassirou Bodo: Je m'appelle Nassirou Bodo, je suis juriste de formation, essayiste et jeune acteur politique nigérien.

Je suis membre du Directoire du Mouvement Politique Indépendant – Tous Pour La République, Secrétaire chargé de la communication du Comité Exécutif de ladite instance.

ADS : Que vous inspire la visite du Chef d'état-major du Niger, le Général Salifou Mody, au Mali cette semaine ?

Nassirou Bodo: La visite du chef d'état-major du Niger, le Général Salifou Modi au Mali le 09 mars 2023, nous conforte dans notre position et dans notre conviction depuis le début de cette crise. Cette position et conviction, largement partagées au sein de nos opinions, ont pour source le réalisme politique que nous impose la situation sécuritaire difficile dans notre zone commune, la zone dite des trois frontières et ses conséquences à l'intérieur de nos pays respectifs.

En effet, dès le début de cette crise entre nos deux pays, née de l'hostilité par procuration, développée et entretenue contre le Mali et ses autorités par les autorités nigériennes en particulier et la CEDEAO en général, qui, au lieu d'avoir le comportement que l'on peut légitimement attendre d'un frère lorsque l'on est en difficulté, se sont faites porteuses de la «haine» et du narratif des autorités françaises vis à vis des autorités maliennes.

Cette haine et ce narratif des autorités françaises contre le Mali sont faits au nom des principes de démocratie dont ces même autorités françaises en soutiennent les violations pour leurs intérêts au Tchad, et même au Niger avec les élections passées qui n'ont rien à envier à un coup d'État militaire en termes de violation des principes démocratiques de prise de pouvoir, comme c'est le cas d'ailleurs dans la plupart



des pays francophones membres de la CEDEAO, la seule différence étant dans l'usage des armes et la tenue que portent les acteurs.

Cette visite prouve qu'il y'a une certaine prise de conscience à saluer à sa juste valeur, des autorités nigériennes. Elle est salutaire parce qu'elle vient rétablir ne serait-ce que la «diplomatie militaire» entre nos deux pays frères, condamnés à travailler la main dans la main, à mutualiser leurs forces pour faire face à l'hydre terroriste créée par des puissances qui ne s'en cachent plus, pour leurs intérêts géopolitiques et géostratégiques au nom desquels elles se sont elles-mêmes montrées capables de piétiner les droits de l'Homme, les principes de la démocratie et de l'État de Droit ailleurs.

Les récents résultats salutaires et spectaculaires des Forces Armées Nigériennes suite à des opérations et des frappes en territoire malien contre des groupes terroristes sont à mettre à l'actif de cette ouverture entre nos deux pays, et ces résultats prouvent à suffisance si besoin, l'importance de sortir par réalisme, des débats académiques autour de la démocratie, pour faire véritablement face et ensemble à la situation sécuritaire qui menace l'existence même de nos États car, il faut bien des États viables pour que la démocratie elle-même puisse exister et s'appliquer.

ADS : Cette coopération militaire en perspective entre le Mali et le Niger est-elle viable au regard des tensions diplomatiques qui ont caractérisé les relations entre les deux pays ?

Nassirou Bodo: Elle est bien viable si les autorités des deux pays pour l'intérêt de nos populations respectives, le veulent bien, prennent de la hauteur et jouent franc-jeu dans le cadre de ladite coopération en perspective.

Cependant, la présence d'autres acteurs, notamment de puissances étrangères dans la coopération militaire globale de la zone va compliquer les choses et peut-être même éteindre cet élan de coopération. Il faut rappeler et reconnaître que ces tensions diplomatiques ne viennent pas des deux pays, mais du Niger dont les autorités ont fait le choix de la continuité d'un partenariat avec la France qui porte une haine viscérale contre les autorités maliennes. Et ce choix des autorités nigériennes, il faut être réaliste, n'est pas de nature à faciliter la coopération en perspective.

Vous ne pouvez pas être ami à celui qui a choisi d'être mon ennemi juré, jusqu'à le loger chez vous et espérer que je vous fasse pleinement confiance. Je ne demande pas que vous en fassiez aussi votre ennemi ou que vous renonciez à votre amitié avec lui, mais vous comprendrez quand-même que je ne puisse pas vous faire pleinement confiance dans ces conditions. Or, ce genre de partenariat, pour être durable, a pour socle la confiance.

Si les autorités nigériennes et maliennes et même burkinabés le veulent bien, elles peuvent mettre en avant la fraternité qui nous lie, et elles le doivent même. Pour ce faire, elles peuvent mettre en place un cadre commun de lutte qui soit sincère et qui va capitaliser l'apport de leurs partenaires respectifs, notamment français, européens et occidentaux d'un côté, Russes et autres, de l'autre, sans avoir à s'imposer mutuellement lesdits partenaires et surtout à éviter de porter la « bagarre » ou la « haine » de leurs partenaires les uns contre les autres.

Dans d'autres circonstances, on aura même pas à un débat de choix entre partenaires, amis et frères tellement le choix est évident, clair et net.

ADS : Le retrait du Mali du G5-Sahel n'aurait-il pas des implications sur la dynamique des relations entre Bamako et Niamey en ce qui concerne la lutte contre

le terrorisme ?

Nassirou Bodo: Je ne pense pas que le retrait du Mali du G5-Sahel puisse avoir des implications sur la dynamique des relations entre Bamako et Niamey.

D'abord parce que le G5-Sahel lui-même n'a jamais pu être opérationnel. Il est resté un instrument, un appât pour simplement capter des financements des partenaires. Sinon, il y'a longtemps qu'il aurait fait ses preuves sur le terrain opérationnel. Mais comme l'idée de base était plus d'en faire un moyen de mobilisation des financements, il est resté théorique alors qu'on aurait pu en faire un vrai cadre autonome de lutte en y affectant simplement nos soldats avec leurs moyens et les rubriques budgétaires de nos États affectés à nos armées nationales au lieu de toujours attendre des partenaires.

Ensuite, parce qu'il est bien possible qu'il y ait entre nous, une coopération bilatérale indépendamment de nos partenaires respectifs et de leurs idéologies, pourvu que ça se fasse dans un cadre commun mais surtout sincère de lutte.

Avec le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les pays du Sahel dont les espaces sont infestés par ces terroristes. Il est bien possible que nous nous mettons ensemble, que nous mutualisons nos forces et nos moyens dans un cadre tripartite pour faire face à la situation.

Enfin, le Mali étant désormais dans une logique de coopération bilatérale conformément aux orientations déclinées par les autorités de transition, nous pouvons faire économie du débat sur un G5-Sahel dans tous les cas inopérant même lorsque le Mali y était encore et jusqu'à aujourd'hui, et saisir toutes les opportunités de partenariat et de coopération bilatérale que nous offre le Mali pour nous mettre véritablement au travail d'une lutte efficace contre le terrorisme.

ADS : Que pouvons-nous attendre de ce rapprochement militaire entre le Niger et le Mali ?

Nassirou Bodo: De ce rapprochement militaire entre le Niger et le Mali, nous pouvons attendre des résultats efficaces, probants et concluants dans la lutte contre le terrorisme, c'est évident. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les récents résultats salutaires engrangés par les Forces Armées Nigériennes certainement autorisées par le Mali à procéder sur son territoire, à

des frappes contre des bases terroristes.

Si la dynamique se maintient, et en attendant qu'une vision politique intégrée suive, c'est déjà bien que les autorités maliennes et nigériennes, laissent nos deux armées travailler ensemble sur les stratégies de défense commune et sur les aspects militaires de la lutte contre le terrorisme. C'est comme on dit, ensemble nous sommes plus forts. Alors il serait bien d'élargir cette coopération militaire au Burkina Faso aussi afin que nos armées puissent serrer l'étau autour des terroristes et leur rendre invivable la zone des trois frontières qu'ils occupent et dont ils terrorisent et tuent les populations.

ADS : M. Nassirou Bodo, nous vous remercions.

Nassirou Bodo: Je vous en prie, c'est à moi de vous remercier Monsieur.



ACCORD D'ALGER: **ENTRE INSISTANCE DES MOUVEMENTS ARMÉS ET RÉSISTANCE** **DU POUVOIR DE BAMAKO !**



A l'heure où la nation toute entière est mobilisée dans le cadre de la commémoration du 26 mars 1991, date de l'avènement de la démocratie au Mali ; il convient de jeter un regard éclairé sur la problématique de l'application de l'Accord d'Alger qualifié pour les uns comme une panacée à la rébellion touarègue, et pour les autres comme un projet de dislocation de la République.

En effet, la trajectoire de l'Etat contemporain du Mali est jalonnée par des crises cycliques desquelles ont découlé des conflits armés notamment dans la partie septentrionale du pays. En remontant aux origines des crises au nord on parvient à la conclusion que la question de targaie serait à l'origine de tout ce désordre qui règne, lequel profite à la montée en puissance de l'extrémisme violent à travers tout le pays. Traité de façon superficielle, par le pouvoir central de Bamako, les conflits se sont multipliés dans le temps. Pourtant des insurrections touarègues au Mali il a toujours découlé des accords entre les insurgés et les pouvoirs politiques depuis 1960. Le

dernier en date, celui de 2015 (Accord d'Alger), est conclu entre le régime de feu **Ibrahim Boubacar Keita** et le mouvement pour la libération de l'AZAWADE ainsi que les groupes armés pro-gouvernementaux répondant sous l'appellation commune « la plateforme ».

Plusieurs années après sa signature, cet accord n'a ni amené la paix ni permis la réconciliation au Mali. Au contraire il a consisté à assurer l'impunité aux groupes armés signataires et faire la promotion de quelques chefs de ces groupes dans les institutions maliennes. Révoltées, les populations exigent du pouvoir de Bamako la relecture de cet accord qui semble de toute évidence mettre sur un piédestal les groupes armés signataires et le gouvernement. La période de la transition a semblé opportune pour remettre sur table cette question. Des forums dont les assises nationales de la refondation en décembre 2021 sont organisés pour donner de la légitimité à cette démarche du pouvoir politique. Mais c'est sans compter sur l'insistance des groupes armés qui se

sont montrés réfractaires et que même la formule magnifiquement réfléchie d'un officiel malien selon laquelle « on fera une application intelligente de l'accord d'Alger » ne saurait les convaincre.

C'est du déjà vu cette scène dans les relations entre le pouvoir de Bamako et les sécessionnistes

A l'analyse des déclarations comme celle récente faite par un conseiller du CNT et selon laquelle « nous irons à Kidal et couper la tête du serpent », on se rend compte que si l'accord n'est pas au bord de l'implosion, il serait en tout cas sur le point de dormir pour de bon dans les tiroirs, aucune inflexion à propos de l'application de l'accord en l'état actuel.

Si **Doulaye Konaté** remarque que les rébellions touarègues suivent une chaîne opératoire dont les maillons constitutifs sont « rébellion - désertion - accord de paix - intégration - rébellion - désertion », le Pr. **Abdoul Sogodogo** note que les conflits politiques violents de 1991, 2006 et 2012 se sont soldés par des accords de paix issus de la médiation algérienne et que la récurrence des conflits au nord du Mali met en évidence tout de même de sérieuses difficultés d'application de ces accords de paix soulevant des questions sur l'approche méthodologique du médiateur, mais aussi sur ses objectifs stratégiques et les jeux d'autres acteurs. Mais dans la continuité de Abdoul, il convient d'ajouter que l'attitude du pouvoir central de Bamako et celui des groupes signataires sont à bien des égards à l'origine de ces difficultés. Il suffit de faire un tour d'horizon pour comprendre cette affirmation.

En effet, bien qu'« après plus d'un demi-siècle d'occupation, d'oppression, de drames, de déni d'identité et d'injustice, le peuple de l'Azawad ait demandé à vivre dignement son identité sur son territoire », le passage du régime malien de la dictature à la démocratie dans les années 1992 a permis de sceller un pacte (il s'agit du Pacte national conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad en avril 1992) et dont l'objectif se dresse comme suit : « aboutir à une solution pacifique négociée, juste et définitive...une solution qui tienne compte des diversités culturelles, géographiques et socio-économiques qui existent dans la République du Mali et, en même temps, une solution qui tende à la consolidation de l'unité et de l'intégrité nationales...».

Le plus gros crime de l'Etat Malien est d'avoir consacré de retard dans l'application de ce pacte pour la sortie

de crise. D'abord il faut comprendre que le régime de transition avait pris fin en 1992 avec l'élection d'un président démocratiquement élu. Ce fut la première expérience du pluralisme démocratique au Mali. Le premier quinquennat d'**Alpha Oumar Konaré** marque l'aboutissement du processus de décentralisation pour répondre aux aspirations des populations de nord victimes d'absence de développement et lesquelles vivaient à travers la cagnotte de solidarité. Malgré la tentative de rassurer les populations Touaregs du nord par le pouvoir central, les vellétés sécessionnistes n'ont pas totalement disparu. En 1993 le Président **Alpha Oumar Konaré** effectue une visite au nord, mais une année après soit en 1994, l'insurrection revient de plus belle. Mais avec la « Flamme de la paix de Tombouctou », le 27 mars 1996 les voies de paix furent entamées. Ainsi La cérémonie de la "Flamme de la paix de Tombouctou" était un symbole du retour de la paix dans le nord Mali.

Elle marque la suspension du débat sur l'Unité du pays jusqu'à l'avènement du régime d'**Amadou Toumani Touré** sous lequel, notamment son deuxième mandat, la remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali refait surface. En fait, plusieurs facteurs expliquent cette régression dans l'affaire de targaie notamment le système de gouvernance consensuelle instituée et la corruption qui minait tout le pays. Rien que la gouvernance consensuelle inaugurée par **ATT**, profitait à la montée en puissance des injustices et des inégalités mais aussi de la criminalité à travers tout le nord. L'armée s'est quant à elle montrée inefficace à jouer son rôle de défense et de sécurisation des individus et de leurs biens.

Par ailleurs, à la suite de la conclusion de l'accord du 4 juillet 2006 à Alger entre le gouvernement d'**ATT** et les sécessionnistes Touaregs, leurs chefs de guerre exigent aux autorités maliennes des promotions au sein de l'Administration publique. Sans entreprendre un processus de désarmement, démobilisation, réinsertion ou réintégration de tous les ex-combattants, le président accorde de nombreuses faveurs aux ex-chefs de guerre pour avoir la paix. Ce deal n'a pas tout de même marché avec le temps. Malheureusement en 2012, avec le retour de combattants de la Lybie à la suite de l'effritement du régime de **Mouammar Kadhafi**, l'insurrection armée a été lancée sur Aguelhok. Cette énième vellété sécessionniste qui fait suite aux frustrations sociales et politiques de la communauté



© Habibou Kouyate/AFP/Getty Images

touareg marque le départ de multitudes de conflits à travers tout le pays et dont les plus graves sont ceux qui s'étendent du nord au centre avec des affrontements communautaires à la clé. La même équation a été donnée à feu président Ibrahim Boubacar Keita à résoudre. Comme on le dit ici chez nous les mêmes causes produisent les mêmes effets. Mais il se trouve qu'avec le vent populaire qui souffle dans bien régions maliennes, la résistance à l'application de l'accord semble être légitime.

Des démonstrations de forces militaires récurrentes qui suscitent de l'espoir coté population, la résistance du gouvernement de Bamako à appliquer l'accord suscite de vives inquiétudes des parties prenantes :

Si la particularité de l'accord d'Alger aux précédents réside dans le fait que sa signature est intervenue quand l'Etat du Mali était en position de faiblesse. Avec les défis sécuritaires qui asseyent le pays, le gouvernement s'est engagé à restructurer son armée, l'équiper, et la rendre plus professionnelle. Même si le pari est loin d'être gagné, il se trouve que l'armée malienne est montée en puissance, et ça c'est un fait qui a été attesté par les renseignements américains qui parlent de sur-militarisation du Mali. Mais que va servir la guerre dans la guerre ? à l'analyse plus approfondie de la rebellions touarègue au Mali, on se rend compte que si l'affrontement armé est récurrent, cela résulte de la mauvaise gestion des précédentes crises et que même si l'on

était le pays le plus puissant militairement au monde, notre contexte impose plus de recul quant à l'utilisation de la violence armée. Si la volonté de faire communauté exclusive de touarègue est à l'origine des insurrections au nord il faut reconnaître aussi le rôle de l'Etat dans l'éclatement de ces conflits. Soutenue par la presse, le départ de l'insurrection au nord semble faire suite à la provocation d'un agent de sécurité malien à l'encontre d'un jeune touareg du nom d'**Elladi ag Alla** lui rappelant le sort réservé à son père, Alla ag albacher et que la répression décidée par le pouvoir en place et mis en œuvre sous les ordres du célèbre capitaine **Diby silla Diarra** fut totalement disproportionnée, aveugle et sanglante. Exécution publique et autres. Si la gestion de la crise recommande de tirer enseignement du passé, il est donc utile pour le gouvernement malien et les groupes armés séparatistes de revenir à de meilleurs sentiments.

Djedani Nalion,

Auditeur de master en droit de l'Homme et Culture de la Paix, Associé de recherche.

LOCATION DE PAGES DU MENSUEL + INSERTION SUR LE SITE ET RELAIS RÉSEAUX SOCIAUX

- Double page : 250 000 FCFA (382€)
- Pleine page : 200 000 FCFA (306€)
- 1/2 page 100 000 FCFA (153)
- Bandeau bas de page : 50 000 FCFA (77€)
- Publi-reportage double page : 150 000 FCFA (230€)
- Publi-reportage une page 100 000 FCFA (153€)
- Annonces simple : 30 000 FCFA (46€)
- Abonnement à notre mensuel payant : 5 000 FCFA (58 000 FCFA annuel).

CONTACT :

Service Commercial L'Analyse De la Semaine - ADS

contact@analysedelasemaine.com

+223 77 14 49 81 / +223 65 28 29 30

Nous rejoindre sur Twitter : <https://twitter.com/analysesemaine>

Bamako/Sotuba zone industrielle

L'analyse  **de la semaine**